



SERVICE DE PRESSE

Confédération Générale du Travail FORCE OUVRIERE - 141, avenue du Maine - 75680 PARIS Cedex 14 - Tél.: 01 40 52 84 70 - Fax.: 01 40 52 84 71

Aujourd'hui, rien ; demain, peut-être, si...

Le bureau confédéral de Force Ouvrière affirme que rien de concret et d'immédiat n'a été annoncé par le président de la République en matière de salaires, d'emploi et de services publics, les trois revendications au cœur de la journée de mobilisation du 29 janvier 2009.

Pour FO, ces trois thèmes devront être sur la table des discussions le 18 février. Sur la question de la répartition des richesses, Force Ouvrière rappelle que le moyen le plus simple et le plus rapide de changer la donne est d'augmenter les salaires puisque « le compte n'y est pas ». Compte tenu des récentes déclarations du MEDEF, les discussions en la matière risquent de ne pas démarrer.

Force Ouvrière rappelle par exemple qu'il est de la seule responsabilité de l'Etat de donner un coup de pouce au SMIC.

S'agissant de l'emploi et de l'absence de prévisions sur l'effet du plan de relance de 26 milliards, Force Ouvrière rappelle la nécessité d'un plan de relance pour la consommation et l'urgence de légiférer sur les contreparties exigées des entreprises percevant des aides publiques.

Force Ouvrière ne comprend pas comment le président peut, en même temps, agréer la convention d'assurance chômage et vouloir remédier à ses insuffisances, particulièrement en matière de précarité et de chômage des jeunes.

S'agissant enfin du secteur public, Force Ouvrière n'accepte pas le maintien de la diminution des effectifs dans le secteur public.

En conclusion : aujourd'hui, rien ; demain, peut-être, si les salariés avec leurs syndicats maintiennent la pression.

Paris, le 5 février 2009.